



In memoriam
Alain Desrosières et Raymond Boudon

Claude Vautier

Volume 8, numéro 2, mai 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1016467ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1016467ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (imprimé)

1918-7475 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vautier, C. (2013). *In memoriam* : Alain Desrosières et Raymond Boudon. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 8(2), 13–16.
<https://doi.org/10.7202/1016467ar>

IN MEMORIAM

Alain Desrosières et Raymond Boudon

C'est toujours avec une certaine tristesse que l'on apprend la disparition d'un être humain. Lorsque cet être humain a joué quelque rôle dans votre vie, le regret est plus vif encore. Ce sont deux de ces hommes, qui eurent récemment la générosité de nous offrir un article que la rédaction de NPSS veut évoquer ici.

Et tout d'abord, Alain Desrosières.

La statistique, et plus généralement toutes les formes de quantification (par exemple probabiliste ou comptable), transforme le monde par son existence même [...]. Une fois les procédures de quantification codifiées et routinisées, leurs produits sont réifiés. Ils tendent à devenir « la réalité », de façon apparemment irréversible. Les conventions sont oubliées, l'objet quantifié est naturalisé et l'emploi du verbe « mesurer » vient machinalement à l'esprit et sous la plume.

Alain Desrosières, « Est-il bon, est-il méchant ? Le rôle du nombre dans le gouvernement de la cité néolibérale », *NPSS*, volume 7, n° 2, mai 2012, p. 268.

Ainsi s'exprimait l'homme qui vient de nous quitter, le 15 février 2013.

Alain Desrosières n'était pourtant certes pas un adversaire de la quantification en sciences sociales. Ancien élève de Polytechnique et de l'ENSAE, ancien administrateur de l'INSEE, il militait

pour que le statut de la modélisation quantitative soit reconnu pour ce qu'il est : une conception argumentée du monde appuyée sur des conventions qu'il convient de ne pas occulter.

Nul doute dans mon esprit sur le fait qu'il était en accord avec l'idée que « toute modélisation, mathématique ou non, est désubjectivation dès lors qu'elle se soumet à des impératifs de logique, d'adéquation entre le discours sur l'objet et l'objet lui-même et de la communication des résultats dans un champ polémique » (Simon Laflamme, « Analyses qualitatives et quantitatives : deux visions, une même science », *NPSS*, volume 3, n° 1, septembre 2007).

Le caractère socio-historique des conventions adoptées pour quantifier devait, selon lui, être reconnu afin de faire le départ entre ce qui est langage scientifique et ce qui risque de n'être que manipulation idéologique et politique, comme l'illustrent les chiffres du chômage ou la mesure de la croissance économique... « Une mesure des affaires humaines peut-elle être complètement indépendante de ses usages ? », interrogeait-il ainsi dans *NPSS*.

Homme charmant, souriant et modeste (« généreux », « adorable », disent ses amis proches), tel que nous l'avions vu à Toulouse lors d'un colloque Lereps (« Les économistes dans la cité », 8 janvier 2010), Alain Desrosières était un vrai scientifique, pétri de curiosité, de doutes et de questions, mais sachant s'appuyer sur les repères critiques qui font qu'une pensée échappe à l'idéologie pure tout en reconnaissant en elle-même ce qui la fonde et reste du domaine de la convention légitime et cependant polémique. La distinction à laquelle il appelait avec insistance entre les termes *quantifier* et *mesurer* en est un signe : « l'idée de *mesure*, inspirée des sciences de la nature, suppose que quelque chose de réel peut être "mesuré", selon une métrologie réaliste. Dans le cas des sciences sociales, l'emploi immodéré du mot *mesurer* induit en erreur, en laissant dans l'ombre les conventions de la quantification [...]. L'usage du verbe *quantifier* attire l'attention sur la dimension, socialement et cognitivement créatrice, de cette activité » (*NPSS*, volume 7, n° 2, mai 2012, p. 267).

Nous devons relire et/ou lire les textes que nous laisse l'auteur de *La Politique des grands nombres* et de *Gouverner par les nombres*.

La communauté des sciences humaines et sociales perd en lui un chercheur clairvoyant en même temps qu'un homme d'une grande qualité humaine.

Deux mois après Alain Desrosières, un autre grand chercheur a disparu, le mercredi 10 avril 2013.

Raymond Boudon a quitté la scène sur laquelle il avait joué une grande partition avec cependant une certaine discrétion, tant il était convaincu que la sociologie se fait en chambre et non sur la place publique.

Souriant, affable et accueillant, Boudon, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, a développé avec force en France un mouvement successivement appelé « individualisme méthodologique », « actionnisme » et, récemment, « sociologie analytique » ou « cognitive » qui a marqué profondément la sociologie de ces quarante dernières années. En appliquant ce qu'il nommait son « programme TWD » (Tocqueville, Weber, Durkheim), il axait sa « bonne sociologie » (voir son article : « Aux Racines de la “bonne sociologie” », *NPSS*, volume 8, n° 1, novembre 2012), sur une Théorie Générale de la Rationalité (TGR) qu'il opposait à la TCR (Théorie des Choix Rationnels) des économistes et qu'il définissait par l'existence de « bonnes raisons » expliquant les actions des acteurs et permettant de faire entrer ces actions dans un paradigme élargi de la rationalité : tout acte est rationnel sitôt que l'on peut mettre en avant une « bonne raison » pour laquelle il a été effectué. De même les croyances sont-elles « rationnelles » dans la mesure où celui qui croit a de « bonnes raisons » de le faire. Et cette rationalité loin d'être purement instrumentale comme celle de la TCR est aussi limitée ou procédurale (H. A. Simon), axiologique (Max Weber) et cognitive.

La force de la théorie boudonnienne est indéniable. Elle fait droit à la réalité d'un acteur disposant d'une liberté que les modèles holistes (structuralisme, fonctionnalisme et autres

« sociologismes », ainsi que les qualifiait Boudon) lui refusaient. Elle éclaire, par le concept d'*effets pervers* ou *de composition*, un lien plausible entre les actes individuels et leurs résultats collectifs.

L'orientation, depuis le début des années 2000, de Raymond Boudon vers une défense et illustration du libéralisme politique me semble ressortir à cette conviction profonde que la société est la résultante des choix et décisions individuels.

Cette position centrée sur la rationalité des individus a été critiquée de diverses manières, notamment dans les pages de notre revue.

Ce n'est ni le lieu ni l'heure de faire état de ces critiques qui sont normales dans un champ scientifique et qui furent exprimées avec tout le respect dû à l'homme et à l'auteur extrêmement érudit, prolixe et inventif.

Je voudrais en rester à l'idée, partagée par la rédaction de la revue, que Raymond Boudon fut l'un des auteurs majeurs du demi-siècle qui vient de s'écouler et me souvenir personnellement de la chaleur et de la simplicité de l'accueil qu'il me réserva lors de deux entretiens à Paris au cours de l'année 1999, alors que je préparais un petit ouvrage sur sa vie et son œuvre, et de celle des échanges de courriels qui nous permirent de garder un contact périodique et amical.

Pour la rédaction
Claude Vautier
Rédacteur en chef de *NPSS*